

De Rio à Paris, les grandes lignes des négociations onusiennes sur le climat

1992 : Sommet de la Terre, Rio de Janeiro : Les négociations internationales sur le climat et son dérèglement débuteront en 1992. L'objectif que se fixent les chefs d'États est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui permette de se prémunir contre toute perturbation anthropique du système climatique.

1995 : COP1, Berlin : Deux ans plus tard, après que 50 États aient ratifié le texte, la convention entre en vigueur et les Conférences des Parties à la Convention sur le Climat (COP) débute, rendez-vous est donc pris en 1995 pour la COP1. À cette occasion, apparaît la nécessité de renforcer les engagements des pays dits « développés » en fixant des objectifs de réduction ou limitation des émissions de gaz à effet de serre.

1997 : Cette année est marquée par l'adoption d'un protocole à la Convention sur le Climat dit « Protocole de Kyoto ». Ce texte engage les pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,1% en moyenne d'ici 2012 avec comme date de référence l'année 1990. Ces objectifs sont contraignants mais,

sous la pression d'un groupe d'États notamment les États-Unis, peuvent être atteints non pas uniquement en limitant les émissions mais en finançant également des réductions d'émission à l'étranger. De plus, ce protocole instaure un marché de « permis d'émissions » qui peuvent être vendus et achetés.

2001 : COP7, Marrakech : Si la Chine ne ratifie pas le protocole, il faut attendre 2001 à la veille de la 5^{ème} Conférence pour le Climat au Maroc pour que George Bush annonce que les États-Unis renoncent à le ratifier également. D'autre part, les discussions porteront principalement sur les mécanismes de mise en œuvre du protocole de Kyoto avec des moyens financiers ainsi que la création d'un comité d'observation.

2005 : COP11, Montréal : Il finira néanmoins par entrer en vigueur suite à sa ratification par la Russie. Le marché de carbone devient effectif et la décision est prise d'un prolongement du Protocole au-delà de son échéance en 2012.

2006 : COP12, Bali : Par la suite, un accord est trouvé après d'ardues

négociations et l'objectif est fixé d'aboutir à Copenhague lors de la COP15 à un nouveau traité afin de prendre la suite du Protocole de Kyoto.

2009 : COP15, Copenhague : Ce Sommet qui se tiendra au Danemark se soldera par ce qui sera perçu par la communauté internationale comme un échec puisque l'accord conclu est un accord à minima qui ne contient aucun accord contraignant et ne mentionne aucun engagement chiffré sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais constitue plutôt une déclaration d'intention.

2010 : COP16, Cancun : L'année suivante, un accord rappelant les engagements pris est conclu mais la prolongation du Protocole de Kyoto ne parvient toujours pas à faire consensus.

La communauté internationale s'est engagée à conclure en 2015, à Paris, un accord qui doit rallier tous les pays sur les réductions de gaz à effet de serre. Les attentes ainsi que les mobilisations autour mais également en marge de ces négociations sont donc particulièrement fortes.

« C'EST QUOI LA COP ? »

En octobre 1983, l'Organisation des Nations Unies (ONU) crée la Commission mondiale sur l'environnement et le développement et désigne Madame Brundtland comme présidente en lui confiant l'objectif de rédiger un rapport destiné à faire le point sur la situation environnementale dans le monde en formulant une approche intégrée et interdisciplinaire de nos problèmes globaux et de notre avenir. La publication de ce rapport dit « rapport Brundtland » et intitulé *Notre avenir à tous* en 1987 marque le début de la prise de conscience, à un niveau international, de la nécessité prégnante d'une gestion concertée des modes de développement afin de limiter les dégradations environnementales de

l'activité humaine. Ce sera sur la base de cette publication que se tiendra à Rio De Janeiro en 1992, le Sommet de la Terre, sous l'égide de l'ONU. À cette occasion, sera adopté par 192 chefs d'État l'Agenda 21 - qui regroupe 2 500 recommandations nécessaires à la mise en place, à l'échelle mondiale, d'un mode de développement soutenable – ainsi que 3 conventions : la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le terme COP signifie « Conférence des Parties » à la Convention de l'ONU sur le Climat et chaque année, depuis l'adoption de la convention, les 195 États ayant

ratifié ce traité se réunissent, négocient et adoptent des décisions et veillent à leur suivi. A l'occasion de ces sommets, différents acteurs sont représentés : des négociateurs et gouvernements des États parties au traité, et des observateurs (scientifiques, entreprises, collectivités territoriales, syndicats, ONU etc.).

La Conférence de Paris sera la 21^{ème} et hérite donc de l'appellation COP21, l'année dernière, la COP20 avait lieu à Lima au Pérou, et l'an prochain, la COP22 aura lieu à Marrakech au Maroc.

Pour en savoir plus : macop21.fr
(site du Réseau Action Climat)

Historique des mobilisations en marge des COP



Face à l'échec de la politique onusienne et institutionnelle sur le changement climatique, la lenteur des processus des COP, les difficultés éprouvées à parvenir à des accords, un mouvement alternatif se met en place. Ce sera à partir de 2009 qu'il prendra une ampleur particulière lors du Klimaforum 09 qui se déroulera à Copenhague en marge de la COP15 et qui fédèrera 50 000 personnes. Ce contre-sommet débouchera sur une déclaration rassemblant les différentes positions du mouvement, c'est la naissance de nouvelles relations entre mouvements de rue, de société civile, ONG, associations, gouvernements...

En 2010, le président Bolivien Evo Morales, convoquera un sommet alternatif sur le climat en avril 2010 intitulé « Conférence mondiale sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère » qui a pour objectif annoncé de « rassembler les forces progressistes et désireuses de développer une politique résolument anticapitaliste sur le climat ». Il sera mis en place, 17 groupes de travail chargés d'aborder de nombreux sujets tels que les stratégies d'action pour les forêts ou les droits des peuples autochtones. Certaines revendications émergeront et notamment la reconnaissance par le Nord de sa dette climatique et une réduction drastique et rapide des émissions de gaz à effet de serre. Cet événement a permis la mise en évidence du rôle des mouvements sociaux dans

la lutte pour la justice climatique et la mise en relation des différents acteurs qui y oeuvrent.

Dès décembre 2010 se déroule à Mexico le Forum International de la Justice Climatique parallèlement à la COP16. La déclaration de ce forum exprime la nécessité d'une réduction des émissions de 50% par les pays industrialisés et dénonce les « fausses solutions » telles que le marché carbone, les agro-combustibles et réclame un changement profond du modèle de production et de consommation actuel.

Le Sommet des Peuples face au Changement Climatique qui sera organisé en parallèle de la COP20 à Lima appelle à la discussion sur l'avenir que souhaitent les sociétés. Il entend articuler les organisations sociales, les mouvements environnementaux, les espaces politiques, les peuples indigènes, les syndicats, les mouvements confessionnels avec ce qui se réalise au niveau national au Pérou et international. Les sommets des peuples ambitionnent de représenter une alternative aux conférences officielles qui se concentrent largement sur les émissions de gaz à effet de serre, qui ne parviennent que très difficilement à trouver des accords et qui plus est, souvent peu ou pas contraignants. Il s'agit de la lutte pour la construction sociale : Changeons le système, pas le climat !

La société civile internationale unie pour exiger la justice climatique : Coalition Climat 21

C'est à la fin de l'année 2013 que le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), collectif d'associations françaises de solidarité internationale, le mouvement altermondialiste ATTAC ainsi que le représentant français du Climate Action Network (RAC) se réunissent en vue de la tenue, à Paris en 2015, de la 21^{ème} Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (renvoyer à l'encadré sur explication COP). L'idée de l'importance des mobilisations citoyennes qui auront lieu à cette occasion ainsi que celle de la nécessité de construire un mouvement pérenne pour la justice climatique font consensus. La Coalition Climat 21 voit le jour afin de coordonner et d'organiser les mobilisations aux niveaux national et international et de permettre aux sociétés civiles du monde entier de s'inscrire dans une dynamique de mobilisation « large diverse et



inclusive » (extrait de la déclaration de la Coalition Climat 21 au 19 septembre 2014). Aujourd'hui, elle regroupe plus de 130 organisations des sociétés civiles d'une grande diversité (syndicats, associations de solidarité internationale, organisations confessionnelles, ONG, mouvements sociaux...) qui s'accordent sur le fait que les négociations sont une étape nécessaire, celles des 20 dernières années (renvoyer à l'historique

des négociations) elles ne seront pas suffisantes pour combattre le dérèglement climatique et les inégalités qu'il entraîne ou qu'il aggrave. Il est alors essentiel pour les citoyens de s'organiser et de se mobiliser pour profiter du rayonnement médiatique et politique offert par l'organisation de ce sommet et de faire entendre la voix des peuples revendiquant leurs droits à la justice climatique.

Déclaration de la Coalition Climat 21

Le 19 septembre 2014

Nous, organisations et réseaux de la société civile et mouvements sociaux, faisons le choix de nous engager dans une démarche collective dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le climat «Paris 2015» (COP21).

Nous avons en commun la volonté d'agir pour que le monde prenne conscience des risques vitaux du réchauffement global et se saisisse de l'importance des enjeux climatiques au regard des exigences de justice sociale, de transition écologique et de solidarité internationale. Nous voulons contribuer à la création d'un rapport de force favorable à une action climatique ambitieuse et juste, et à la transformation durable de toutes les politiques publiques afférentes.

Suite à la dynamique collective créée à l'occasion du retrait massif de mouvements sociaux et d'organisations de la société civile de la conférence climatique internationale (COP19) de Varsovie, nous sommes convaincus de la nécessité de renforcer un mouvement citoyen et populaire sur ces enjeux d'ici la COP21 et au-delà.

Pour consolider ce mouvement citoyen et ce rapport de force, nous nous engageons, dans le cadre de cette coalition, à faciliter une mobilisation large, diverse et inclusive, à mutualiser nos analyses et initiatives et à articuler nos modes d'action, à la fois avant et pendant la COP21. Dans la diversité de nos stratégies, de nos modes d'action et de nos thématiques, nous inscrirons nos efforts dans une dynamique internationale et en interaction étroite avec les sociétés civiles du monde entier.

Agenda des mobilisations organisées par la Coalition Climat 21

Le 29 Novembre : Marche pour le Climat

globalclimatemarch.org

C'est à la veille de l'ouverture des négociations que la première grande mobilisation se prépare à Paris, en régions en France et dans plus de 40 autres villes partout dans le monde. L'objectif de ces marches est de démontrer l'ampleur de l'implication des citoyens vis-à-vis des changements climatiques.

La crise que traverse actuellement notre planète représente un enjeu à la fois social et environnemental et c'est pour cela que l'organisation du cortège visera à mettre en lumière ces différents aspects en organisant les revendications et les luttes. Les différents chapitres se succéderont avec notamment les représentants des communautés directement affectées, les défenseurs de l'emploi et de la justice sociale, les porteurs de solutions locales, les dénonciateurs des responsables du changement climatique... Diversité et sociétés civiles seront au rendez-vous pour visibiliser les enjeux défendus dans cette initiative co-construite par l'ensemble des organisations, collectifs et individus qui s'y associent.

Les 5 et 6 Décembre : Sommet Citoyen pour le Climat

<http://coalitionclimat21.org/fr/contenu/le-sommet-citoyen-pour-le-climat>

Face à des concertations institutionnelles bloquées, la

société civile concentre quantité d'initiatives et déploie des dynamiques novatrices. C'est pour présenter des alternatives concrètes que se tiendra à Montreuil, aux portes de Paris, le Sommet Citoyen pour le Climat. Un *Climat Forum* permettra d'échanger et de débattre des alternatives, initiatives et analyses autour des solutions portées par les luttes du monde entier avec la tenue d'ateliers, de conférence, de débats... Ce rassemblement populaire et ouvert au public comme aux militants sera également un espace de préparation aux actions qui pourront avoir lieu durant la seconde semaine du sommet. Le *village mondial des Alternatives* (<https://alternatiba.eu/village-mondial-alternatives/>) mettra en scène des quartiers thématiques permettant de montrer des alternatives concrètes locales et internationales pour le climat et la justice sociale. Enfin, le *Marché paysan de la Confédération paysanne* permettra de créer un lieu d'échange entre citoyen.ne.s et paysan.ne.s et de générer un espace de discussion autour de l'agriculture paysanne et son rôle dans la protection de la biodiversité, la qualité alimentaire et le maintien de territoires.

Du 7 au 11 Décembre : Zone d'Action pour le Climat

Un autre lieu de rencontre qui se verra populaire, contemporain, militant et cosmopolite ouvrira ses portes à partir du 7 Décembre. Au Centquatre à Paris, se tiendra la Zone d'Action pour le Climat ou ZAC. Le but de cet espace est

de permettre à tous les publics de trouver des informations sur les crises climatiques et le processus onusien (projections, débats, expositions artistiques). La fonction première de la ZAC sera avant tout d'accélérer le rythme des mobilisations. Chaque fin d'après-midi, une assemblée générale permettra de faire le point sur l'état des négociations, sur les actions qui ont eu lieu dans la journée et sur celles qui sont programmées le lendemain.

Le 12 décembre : Action de masse

<http://350.org/fr/d12/>

Pour démontrer que la mobilisation internationale et citoyenne pour la justice climatique ne sera pas terminée à l'issue des négociations de la COP 21, la journée du 12 Décembre sera l'occasion de la construction des lignes rouges négociations internationales. Cette action massive de désobéissance civile aura pour objectif de symboliser avec les corps des participants les besoins minimaux nécessaires à garantir une planète vivable. L'objectif sera de montrer la détermination de la société civile du monde entier à changer le système et à mettre en place des mesures fortes pour permettre l'accès à tous à une justice sociale et environnementale.

À l'issue de l'action, les participants iront rejoindre un grand rassemblement citoyen qui se tiendra Place de la République. Le dernier mot ne sera pas dans la salle de négociation mais dans la rue !

Le Conseil National des Droits de l'Homme à Paris en appui aux mobilisations de la société civile marocaine



Le Conseil Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), institution concrétisant l'engagement du Maroc dans la protection des droits et libertés des citoyens et affirmant l'attachement du pays au respect de ses engagements internationaux en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme est un organe chargé de veiller à l'observation, à la surveillance et au suivi de la situation des droits de l'Homme aux niveaux national et régional. C'est donc tout naturellement qu'il encourage la participation la plus large possible de la société civile marocaine à la COP. Pour cela, le Conseil a œuvré pour la facilitation de l'inscription d'une quarantaine d'acteurs associatifs leur permettant notamment l'acquisition des moyens nécessaires à mettre en œuvre leur participation aux 10 jours d'activités qui se tiendront à Paris. De plus, un travail se fait en étroite collaboration avec l'AMCDD (voir présentation AMCDD) afin d'élargir la coalition marocaine et d'y intégrer un maximum d'associations.

Une réflexion importante est également en cours quant aux conditions de réussite de la COP22 et au travail à effectuer toute l'année pour sensibiliser la société marocaine aux enjeux du climat. De nombreux partenaires ont d'ors et déjà commencé à manifester la volonté de participer à ce mouvement.

L'objectif poursuivi est évidemment la conclusion d'un accord universel, juste et contraignant à Paris et, si cela dépend des États et des Nations Unies, la société civile doit travailler dans ce sens également et pousser à ce que les pays aboutissent, lors des négociations à l'accord le plus ambitieux possible. Il sera primordial de faire le point à la sortie des négociations parisiennes pour savoir quels seront les enjeux de la COP22 ; d'autant plus qu'il s'agit d'une question vitale pour l'humanité, et pour les pays du Sud en particulier. En ce sens, la question de l'environnement doit devenir une question transversale dans les réflexions et dans notre quotidien à tous. Le CNDH va donc œuvrer pour tenter d'amplifier ses efforts afin que l'environnement devienne une question centrale dans notre projet de développement.

*À partir d'un entretien réalisé auprès de Monsieur le Président du CNDH,
Mr Driss El Yazami, le 13 Novembre 2015.*

L'Alliance Marocaine pour le Climat et le Développement Durable

AMCDD
Alliance Marocaine pour le Climat
et le Développement Durable



À Paris, les mobilisations parisiennes ont réussi à s'organiser autour d'une large coalition internationale d'organisations non gouvernementales, d'associations et de mouvements citoyens oeuvrant ensemble pour porter la voix de la société civile et luttant ensemble pour la construction d'un mouvement fort et durable de justice climatique.

La société civile Marocaine est largement impliquée dans ces processus de mobilisation à travers de nombreuses associations environnementales ainsi que des mouvements de défense des droits de l'Homme. Au Maroc, l'organisation du mouvement environnemental s'est cristallisée autour de la création de l'Alliance Marocaine pour le Climat et le Développement Durable (AMCDD) en mai 2015 suite à des discussions et des tables rondes qui ont eu lieu notamment lors des Forum Mondiaux des droits de l'Homme. La réflexion a notamment porté sur la justice climatique ainsi que les interférences positives qui peuvent se créer entre cette dernière et le développement humain. Aujourd'hui, regroupant plus de 160 ONG, cette plateforme associative se base sur une approche participative et entend représenter un mouvement environnemental fort au niveau international qui puisse permettre à la société civile marocaine d'avoir un relais auprès des négociateurs et ainsi faire part de la nécessité absolue pour la planète de la conclusion, lors de la COP à Paris, d'un accord universel, juste, équitable et contraignant.

Le constat est sans appel pour ces membres de la société civile marocaine désireux de voir le pays prendre à bras le corps les enjeux relatifs à la justice sociale et climatique, le Maroc doit relever le défi de transition de son modèle de consommation et de production afin de répondre aux exigences urgentes du développement durable. De plus, l'impact du changement climatique, bien que prégnant au Maroc est quasiment absent du discours politique et des programmes de recherche nationaux. L'objectif est donc de renforcer l'implication de la société civile dans la lutte contre le changement climatique et d'en faire un levier pour une mobilisation générale et de l'ensemble des composantes de la société marocaine. Enfin, l'enjeu est de construire une participation aux événements



parisiens et d'amorcer un mouvement qui se veut durable notamment en vue de la tenue en décembre 2016 de la COP22 à Marrakech.

Afin de répondre à cette nécessité, l'AMCDD affiche la volonté de créer une dynamique au niveau national avec les associations de défense des droits de l'Homme ainsi qu'avec les mouvements engagés dans les luttes en faveur de la justice sociale et environnementale au sens large.

Suite à la tenue de plusieurs rencontres et d'un atelier de préparation à la participation de l'AMCDD à la COP21, les membres de l'AMCDD présents se sont accordés à représenter sur plusieurs espaces les enjeux propres au Maroc en matière de justice climatique. L'AMCDD aura un stand dans l'espace « Génération Climat », lieu dédié à la société civile et aux entreprises sur le site du Bourget. L'objectif de cette présence sera d'établir un dialogue avec les réseaux et associations qui y seront présentes ainsi que suivre l'avancée des négociations et maintenir le dialogue avec les représentants officiels marocains et internationaux qui seront présents. Ces échanges ont pour but de transmettre les préoccupations des citoyennes et des citoyens marocains et de sensibiliser à la nécessaire perdurance des relations en vue de la COP22 qui sera organisée à Marrakech en 2016.

Les enjeux sont nombreux et cruciaux pour le Maroc et cette participation à la COP sera l'occasion de revendiquer haut et fort les préoccupations, les souffrances et les alternatives propres à ce pays exposé durement à de nombreux niveaux par les changements climatiques. Il est aussi primordial pour l'AMCDD de s'inscrire dans des dynamiques régionales et internationales du fait de l'universalité de ce phénomène qui ne s'arrête pas aux frontières des États. Notamment par son travail en étroite collaboration et ses échanges réguliers avec la PACJA (Pan African Climate Justice Alliance), l'Alliance Marocaine fait le choix de l'échange et de l'universalité afin de lutter efficacement pour la mise en place de politiques de promotion d'une économie verte et durable afin de créer un levier de richesse et de développement pour les peuples africains en particulier.



Le Changement Climatique à l'œil nu



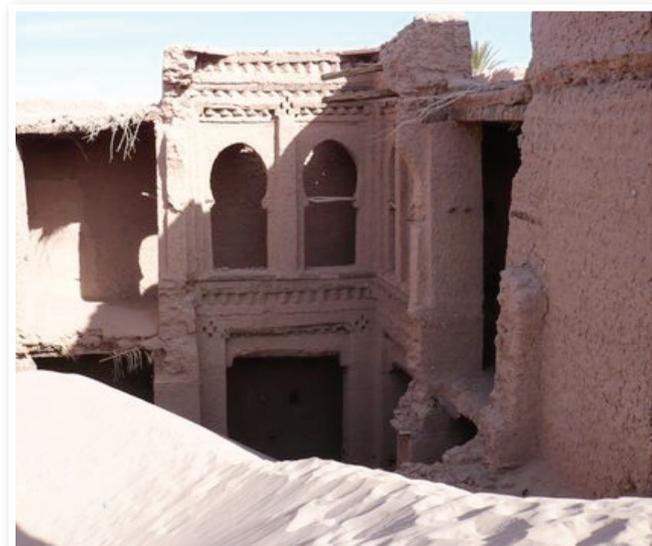
Ksar Bounou est l'un parmi des centaines de villages au sud est du Maroc en voie de disparition. Un village qui abritait il y a quelques décennies plus qu'une centaine de familles. Aujourd'hui, il n'en reste que moins d'une dizaine! Que sont devenues les familles qui ont quitté le Ksar? Des réfugiés Climatiques qui ont élu domicile aux bidons villes des grandes villes. Plus spécifiquement à Ait laazza, un petit village qui est devenu une petite ville près de Taroudant. Pourquoi?

1. Le sable a envahi les deux tiers des maisons qui composaient le village;
2. le sol qui permettait la culture des céréales, des légumineuses et de la luzerne qui nourrissaient les populations du ksar, humains et animales, à également succombé sous le sable envahissant;
3. Les palmiers dattiers succombent sous l'effet

de la chaleur torride qui ne cesse d'augmenter à une vitesse vertigineuse qui engendre une sécheresse impitoyable. Ces palmiers constituent la principale source de revenu pour les habitants et principaux puits de Carbone, remède par excellence pour lutter contre le Changement Climatique;

4. L'eau potable est devenue une denrée rare. la sécheresse qui a frappé la vallée du Draa pendant ces dernières décennies a provoqué la salinité des eaux souterraines.

Le réchauffement de la terre est entrain de décimer les oasis du sud est du Maroc. Autrement dit: l'impact du Changement Climatique à l'œil nu.



Le réseau IDD, l'IFAD et les associations partenaires s'engagent pour la préservation des oasis au Maroc.

Les associations françaises issues de l'immigration marocaine membres du réseau IDD et leurs partenaires associatifs marocains participent à un projet de Démocratie Participative pour un développement humain et solidaire au Maroc porté par le réseau IDD (Immigration Développement Démocratie), l'IFAD (Institut de Formation des Agents de Développement) et le CCFD-TS. La majorité de ces associations marocaines interviennent en milieu rural et, pour une bonne part, elles sont situées dans des zones oasiennes. Dans ce sens, la préservation des oasis est un thème sous-jacent du projet, au vu de l'importance qu'il accorde à la ruralité.

Ainsi, dans ce cadre, les associations du Pôle Sud Anti-Atlas avec l'IFAD et le réseau IDD ont organisé en septembre 2015 un atelier d'échanges d'expériences sur la participation des jeunes, des femmes et des émigrés dans la valorisation du patrimoine oasien.

Durant deux jours, la trentaine de participant-e-s, membres d'associations de France et du Maroc ont mis en exergue les problématiques socio-économiques et écologiques des oasis et ont échangé leurs pratiques des territoires de Tamanarte, Foug El Hisn, Timoulay, Tarjiit, Bouizakarne, ainsi que Figuig.

Cet atelier avait également pour perspective d'alimenter un second atelier d'échanges d'expériences qui aura lieu les 28 et 29 novembre prochains à Khmiss Dades, aux environs de Ouarzazate (Sud-Est du Maroc), sur la question de la participation des jeunes, des femmes et des émigrés à la valorisation du patrimoine local. Ce weekend coïncidant avec le début de la COP 21, des discussions et débats entre les participant-e-s seront consacrés au développement durable des territoires et au changement climatique, deux sujets indissociables de la préservation des oasis.

Côté France, les associations membres du réseau IDD issues de l'immigration s'engagent dans le même sens durant la semaine de la solidarité internationale et en amont de la COP21.

Ces rendez-vous constituent des temps forts de mobilisation des sociétés civiles pour faire entendre la voix des peuples dans un débat où les acteurs économiques semblent être les plus écoutés, et pour exiger les engagements les plus ambitieux possibles. Ils permettront également de mettre un certain nombre de questions chères à IDD à la Une de tous les médias : les inégalités et les injustices économiques, culturelles et sociales, le développement local, le respect des droits des migrants et la reconnaissance de leurs apports en matière de développement, les enjeux économiques et sociaux liés à la question environnementale, etc.

IDD a logiquement souhaité évoquer ces perspectives, qui





concernent ses engagements et confortent sa vision d'un développement plus équitable auquel chacun puisse contribuer et dont chacun puisse bénéficier.

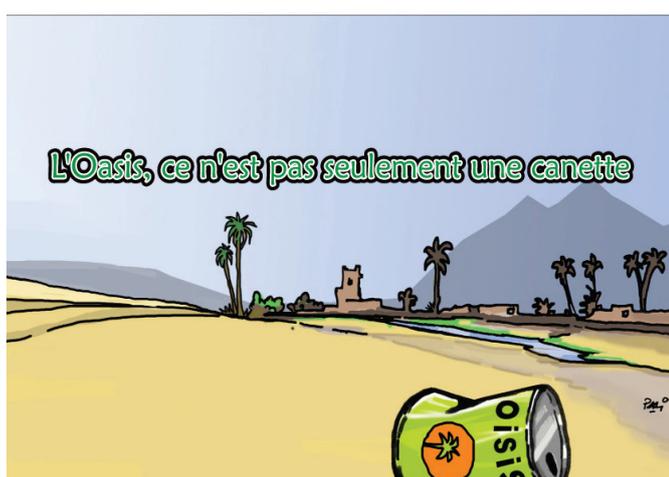
IDD a d'abord organisé le 31 octobre dernier, une formation à destination des acteurs associatifs pour devenir animateur du jeu « Sauvons les oasis ». En partenariat avec « Terre nourricière », ce jeu coopératif et ludique vise à appréhender le fonctionnement des oasis et à rendre plus lisible les difficultés rencontrées par les populations oasiennes.

Les associations du réseau IDD dont Oued Mait, Attacharouk, TIDI et la Fédération des Associations de Figuig (FAF-MF) portent des projets autour du développement et la préservation des palmeraies dans les zones oasiennes marocaines. Ces mêmes associations sont également mobilisées lors de la semaine de la solidarité internationale du 14 au 22 novembre. Les 21 et 28 novembre, deux journées de sensibilisation sur le développement durable avec un focus sur les oasis sont organisées, respectivement à Gennevilliers et Aubervilliers. Egalement autour de

la COP21 au mois de décembre, ces associations s'engagent pour rendre visible auprès des citoyens français la problématique des oasis, un espace menacé de disparaître, peu connu du grand public et dont les enjeux et les alternatives ne peuvent se penser et se traiter qu'entre ici et là-bas.

La démarche basée sur l'éducation au développement et à la solidarité internationale proposée par les associations membres du Réseau IDD en lien avec leurs partenaires dans les zones rurales au Maroc, est de favoriser la compréhension des grandes inégalités au niveau mondial qui affectent fortement les conditions de vie des populations à l'échelle de la planète et de démocratiser la solidarité internationale comme des alternatives à soutenir. Pour le Réseau IDD, l'oasis est une porte d'entrée symbolique pour aborder toutes ces questions : sensibiliser, mobiliser, agir pour un développement humain et solidaire !

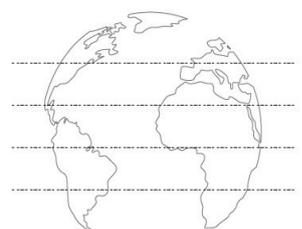
Pauline et Horya



OUED MAIT



ATTACHAROUK



L'Oasis, ce n'est pas seulement une canette

Les oasis sont un patrimoine unique, construit et maintenu grâce à l'équilibre entre l'Homme et la Nature. Ce sont des écosystèmes fragiles et en danger...
« Changeons le système pas le climat ».

RADDO - www.raddo.org
Fédération des associations de Figuig Maroc en France - www.faf-figuig.org



Des Tunisiens se préparent pour la mobilisation climatique à Paris.

L'importance de la participation tunisienne à la mobilisation climatique

Le changement climatique est en cours en Tunisie. Le niveau de la mer monte et menace les régions côtières. Les terres se font plus arides et plus salées. L'eau est amenée à manquer. Ces phénomènes se font plus durement ressentir dans les régions du Sud et de l'intérieur, déjà marginalisées. Ils touchent en particulier les pauvres, les femmes, les enfants, les personnes âgées. En somme, ils amplifient les inégalités existantes à l'intérieur du pays. Et la situation va sans doute s'aggraver.

Le Sud de la Méditerranée fait partie des régions du monde les plus menacées par le changement climatique. Pourtant, les populations de ces pays y ont très peu contribué. Ce constat peut être généralisé à l'ensemble de la planète : si ce sont les pays du Nord qui, depuis la révolution industrielle, ont envoyé le plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ce sont les pays du Sud qui sont les plus vulnérables face aux changements climatiques qui en découlent. On peut donc considérer que les pays du Nord ont contracté une dette climatique envers les pays du Sud. Et pourtant, à l'heure actuelle, les pays du Nord n'ont pas prévu de faire de grands efforts pour permettre aux populations vulnérables de ces derniers de s'adapter. En outre, ces questions sont accaparées par les discours d'experts et ne font pas encore l'objet d'un véritable débat démocratique.

C'est pourquoi la venue de la société civile tunisienne à Paris lors de la COP21 est importante. La participation tunisienne à la mobilisation climatique doit

permettre à la société civile tunisienne, et plus largement au peuple tunisien, de se saisir de ces questions et de comprendre le fonctionnement – et les dysfonctionnements – des COP. Elle donnera voix aux revendications de justice climatique, pour réclamer les droits des populations actuelles et futures.

L'association Nomad08, originaire du bassin minier et dont la mission principale est la promotion du logiciel libre, investira d'autres espaces : la Zone d'Action Climat le 8 décembre, avec l'activité « Bassin Toxique de Gafsa » pour inciter l'industrie du phosphate, qui alimente aussi un modèle d'agriculture climaticide, à



Avenue Bourguiba, Tunis, le 13/11

Montrer les liens entre changement climatique et droits humains

Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux se préoccupe des questions climatiques dans la mesure où celles-ci affectent les droits humains : il sera représenté au Climat Forum de Montreuil les 5 et 6 décembre, afin de débattre de l'accès à l'eau et du droit au développement juste et équitable dans un contexte de crise climatique.

assumer ses responsabilités environnementales et sociales, et le Village Mondial des Alternatives, les 5 et 6 décembre, avec un atelier sur le recyclage à la fois artistique et pratique, en collaboration avec l'association nantaise APO33.

Les jeunes tunisiens engagés pour la justice climatique

Le changement climatique menace les conditions de vie des générations futures. Dans ce



Le bassin minier, lieu d'extraction du phosphate, qui alimente un modèle d'agriculture climaticide

contexte, la participation des jeunes est primordiale. Les jeunes tunisiens du groupe « Our Life 21 » viennent des quatre coins de la Tunisie. Grâce à l'association Prioriterre, ils participeront à la COY, la Conference of Youth, où ils témoigneront de leurs aspirations pour 2050 en tenant compte des prévisions climatiques. Le 29 novembre, ils iront marcher avec des dizaines de milliers de

citoyens du monde entier, pour montrer aux gouvernements qu'ils sont sous les yeux de la société civile, à la veille des négociations finales. Ils participeront aussi à des tables rondes, des actions, des rencontres.

Un autre groupe de jeunes tunisiens prépare sa venue à Paris depuis quelques mois. Ils ont entre 20 et 26 ans, sont étudiants ou

activistes et ils ont réfléchi aux liens entre climat, démocratie, science et engagement dans le cadre du Tunis Climat Tour. Ils seront actifs au Forum Climat à Montreuil le week-end des 5 et 6 novembre aux côtés des Petits Débrouillards, rejoindront les actions anti-fracking du 10 décembre, les différentes manifestations de Paris et de ses banlieues, et l'action de masse du 12 décembre à la clôture de la COP.

Lier les deux rives de la Méditerranée dans la mobilisation !

Alors que l'Europe s'enferme à l'intérieur de ses murs, et au moment où la France ferme ses frontières avec les pays voisins pour la COP21, la société civile persiste à vouloir rapprocher les peuples du monde, notamment de part et d'autre de la Méditerranée. Les associations tunisiennes sont désireuses d'établir des partenariats et des échanges avec les mouvements du monde entier, mais aussi des groupes locaux, comme par exemple en Ile de France, pour échanger sur leurs expériences, élargir leurs horizons, et construire des réseaux qui font fi des frontières et des déséquilibres Nords/Suds. C'est le cas, par exemple, du Forum Méditerranéen contre le Gaz de Schiste et le Fracking, qui sera au Village Mondial des Alternatives et qui, au-delà d'une lutte commune aux deux rives contre cette source d'énergie dangereuse à la fois localement et globalement pour le climat, vise à « apporter des solutions concrètes à complémentarité entre autonomie locale et solidarité à l'échelle des pays et des régions ».

Diane Robert



Les participants au Tunis Climat Tour (RAJ-Tunisie, Campus El Manar). 12 d'entre eux vont se rendre à Paris pour la COP21

La Prochaine Révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique

Coordonné par Hamza Hamouchene et Mika Minio-Paluello le nouveau numéro de la Collection Passerelle, collection réalisée dans le cadre de la Communauté des sites de Ressources documentaires pour une Démocratie Mondiale (Coredem), est intitulé « La Prochaine Révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique ». Il est consacré à la question des impacts du changement climatique sur les populations de l'Afrique du Nord.

En effet, le continent Africain est particulièrement durement impacté par le changement climatique et ce dernier viendra à causer de dramatiques conséquences si un changement radical n'est pas opéré rapidement dans les modes de production et de consommation. Ce recueil d'articles a pour objectif annoncé de souligner l'urgence de la crise climatique en Afrique du Nord, signaler les dangers du discours néolibéral dominant autour du changement climatique, soutenir les efforts pour articuler une réponse locale et démocratique face au changement climatique, donner de l'espoir inspiré des mouvements de luttes des pays du Sud.

La traduction et l'édition en Français de ces textes ont été rendues possibles grâce à Ritimo et réalisées en collaboration avec Environmental Justice North Africa (ENJA) ainsi que Platform London.

Considérant l'importance et la pertinence de l'approche de ce travail, nous en publions une partie dans ce bulletin e-Joussour.

Pour commander le numéro de Passerelle « La Prochaine Révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique » et pour toute question, contacter Hamza Hamouchene : hamza.hamouchene@gmail.com



LA VIOLENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN EGYPTE

PAR MIKA MINIO-PALUELLO

Quand on est en pleines luttes révolutionnaires, comme celles de ces dernières années, il nous apparaît moins facile de remarquer que le changement climatique est en train de modifier fondamentalement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les régions où nous vivons. Cette transformation graduelle, en grande partie déjà inévitable, menace de déplacer des millions, voire des dizaines de millions de personnes et changera la région d'une façon spectaculaire. Le statu quo permettra aux classes des élites de bénéficier de ce désastre aux dépens de la majorité. Mais un avenir juste est très possible si on se bat pour y arriver.

L'arrivée précoce de l'été en 2014 a amené avec lui un rappel de la violence du changement climatique. Les températures croissantes tuent, même si un climat chaud semble normal pour la région. Les vagues de chaleur comme celle du mois de mai 2014, quand les températures au Caire ont atteint 43°C, peuvent apparaître anodines malgré leurs effets irritants. Pourtant, une canicule en Grande-Bretagne a tué 760 personnes en neuf jours lors de l'été de 2013. La température la plus élevée à Londres était de l'ordre de 33°C seulement. Combien mourront chaque été en Egypte où il fait plus chaud et où le système de santé est plus faible ? Il n'existe pas de chiffres et on ne connaît pas les noms de ceux qui ont perdu la vie car beaucoup vivent dans les rues et viennent des sous-classes égyptiennes.

Il ne s'agit pas simplement d'événements climatiques extrêmes. Entre 2006 et 2010, des sécheresses graves à l'est de la Syrie ont détruit les moyens de subsistance de 800.000 personnes et ont tué 85% du bétail. 160 villages entiers ont été abandonnés avant 2011. L'élévation du niveau de la mer sur le Delta du Nil a forcé les familles de producteurs agricoles à abandonner leurs foyers à maintes reprises ces dernières années. Les habitants d'un village côtier que j'ai visité près de Rasheed au mois d'avril 2014 nous ont appris qu'ils ont déménagé à trois reprises quand leurs terres étaient dévastées par les eaux.

Cela n'est pas un « acte de vengeance » par la nature. La

violence du changement climatique est façonnée de manière à ce que les démunis payeront le prix et porteront le fardeau au lieu des riches et fortunés. On ne reconnaît pas qu'il existe une brutalité sous-jacente parce qu'elle est rendue invisible par les récits dominants. La responsabilité est détournée sur les désastres « naturels » et sur le paysage naturel. Pourtant, personne n'a dû mourir au Caire quand les températures ont baissé en décembre ou quand elles ont augmenté en mai. Les pertes de vies furent le résultat de décisions prises à Londres et Bruxelles, Washington et Dubaï et plus localement à Héliopolis, Lazoghly et Kattameya. Celles-ci furent des choix faits pour continuer à brûler les combustibles fossiles et à protéger les riches au lieu des pauvres.

En Egypte, ainsi que dans les États voisins, la survie repose sur l'adaptation aux nouvelles sécheresses, tempêtes, inondations et pertes de récoltes. Les plans et les solutions sont prônés par des universitaires, des institutions intergouvernementales et par l'administration officielle mais en grande partie, ce qu'ils offrent est trop peu, arrive trop tard, quand ils ne causent pas davantage de bouleversements. Les interventions ne sont pas neutres, politiquement ou socialement parlant. La construction des digues pour protéger les complexes touristiques ainsi que l'expansion d'une agriculture à haute intensité et de grand capital, réaffirment les intérêts des compagnies et multinationales. Ces voies d'adaptations créent de nouveaux espaces pour une accumulation et un contrôle, par l'élite, des terres, de l'eau et de l'énergie. Les solutions basées sur le marché renforcent davantage la même exploitation qui déjà nuit aux pauvres. Pourtant, la majorité des documentations et publications à ce sujet ne remettent pas en cause les structures du pouvoir et de l'économie qui façonnent la manière avec laquelle on s'adapte.

Cet article plaide pour un réexamen attentif de la notion de classe et la façon dont elle conditionne, en même temps, les conséquences du changement climatique et la façon dont on s'adapte à ce dernier. Nous devons repérer les tentatives

de bénéficier du changement climatique et les reconnaître pour ce qu'elles sont : des tentatives pour réaliser plus de profits et pour renforcer les inégalités. L'envergure de la crise signifie qu'il nous faudrait rompre radicalement avec les structures existantes du pouvoir autoritaire et néolibéral. L'urgence laisse croire que nous manquons de temps pour changer le système mais se fier à ceux qui nous gouvernent nous ferait aller deux pas en arrière pour chaque pas que nous faisons en avant. Nous devons nous inspirer plutôt des mouvements sociaux et des communautés en ligne de mire qui résistent et construisent des voies démocratiques afin de survivre dans un monde réchauffé.

Le Delta du Nil dévasté

Le changement climatique va radicalement remodeler notre planète. Des sommes considérables vont être dépensées pour essayer de s'adapter, en restructurant les paysages physiques et les relations sociales et économiques. A quoi ressemblerait cette transformation en Egypte ?

Les propositions et analyses actuelles sont trop limitées, trop lentes et trop conservatrices pour s'en sortir. À part quelques exceptions importantes, les écrits existants prennent une approche descendante (top-down) et mettent l'accent sur l'angle de la « sécurité ». Les pénuries de l'eau, constituent-elles une menace pour l'État ? Les migrations perturberont-elles la sécurité ? Quelles sont les solutions technologiques qui assureront une culture continue des terres agricoles ? Combien d'argent l'industrie touristique perdrait-elle ? Tout comme les consultants en développement ont fait durant des décennies, les « experts » d'aujourd'hui désignent la géographie physique de l'Egypte comme responsable de sa vulnérabilité : un pays désertique avec une seule source majeure d'eau douce, un delta plat qui est en train de se noyer et une large population. Cela laisse entendre que la menace pourrait être évitée en utilisant les nouvelles technologies sans passer par des changements au sein de l'ordre social.

Par exemple, l'un des premiers

textes de grande notoriété explorant le contexte politique du changement climatique dans la région arabophone nous suggère de faire confiance aux élites et aux institutions néolibérales dans la définition et la détermination des formes que devrait prendre l'adaptation au changement climatique. L'article de John Waterbury intitulé « The Political Economy of Climate Change in the Arab Region » (l'économie politique du changement climatique dans la région arabe) a été publié par les rapports du PNUD sur le développement dans les pays arabes.

L'adaptation, pour qui ?

Certains sont plus vulnérables au changement climatique que d'autres. Cela est largement reconnu mais les raisons sous-jacentes ne sont pas prises en compte par ceux qui élaborent les politiques en Egypte. La vulnérabilité et la résilience ne sont ni aléatoires ni naturelles mais sont socialement produites pendant des décennies et des siècles de contestation et d'interaction au sein et entre les populations locales, les différents États, les forces coloniales et capitalistes ainsi que la géographie physique.

Dans le Delta du Nil, la façon dont les gens sont affectés est modelée par les expériences héritées de dépossession, de vols de terres et de répression. Celles-ci ont été appliquées pendant l'expansion des cultures de coton et la création d'une classe d'ouvriers agricoles sans terres lors de l'occupation britannique ou même après les réformes agraires de 1992, promulguées par le président déchu Hosni Moubarak, donnant contrôle aux grands propriétaires terriens et expulsant des centaines de milliers de petits paysans de leurs terres. Les deux processus ont été accomplis au nom du « développement » et de la « modernité » par des coalitions différentes d'entreprises locales, de la bureaucratie et des dirigeants militaires. Ces coalitions ont opéré en s'alliant avec les capitaux internationaux et le pouvoir (néo) colonial, à savoir l'empire britannique au 19ème siècle et les Etats-Unis et les agences de l'Union européenne (UE) à la fin du 20ème siècle.

Les décideurs qui élaborent des plans de réponses au réchauffement climatique global n'admettent pas les racines historiques de l'injustice. La leçon tirée de l'histoire, par les représentants des gouvernements

et par certains universitaires, est plutôt que les politiques d'ajustement structurel des années 1980 et 1990 ont démontré l'usage effectif des pressions extérieures. L'idée serait de reproduire cette opération. Les élites nationales élargiront une agriculture à forte intensité de capital et destinée à l'exportation, ainsi qu'un commerce régional de carbone, et seront guidés et contraints par des experts de l'UE, la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement. Mais ces mêmes banques finchant des placements privés échappant à l'impôt, promeuvent des programmes de privatisation de services essentiels comme l'eau et le transport et subventionnent des projets pour extraire des combustibles fossiles polluants, comme l'exploitation pétrolière en Egypte et l'éventuelle fracturation hydraulique en Tunisie. Entretemps, l'UE est en train d'accaparer du gaz en étendant les gazoducs à l'Asie centrale à travers le Sahara, tandis qu'elle empêche les gens de suivre les mêmes routes. Elle militarise les mers avoisinantes, causant ainsi les noyades de milliers de migrants en Méditerranée chaque année.

disons que nous avons un grand problème, les investisseurs retireront leur argent et le mettront ailleurs. Ils ne développeront pas la zone côtière, ce qui est contre nos politiques. Nous avons besoin de développer ces zones et de faire en sorte que les gens s'y intéressent et n'aient pas peur continuellement.»

Cette approche d'adaptation en Egypte correspond à l'orthodoxie dominante dans les rangs des conseillers en politiques climatiques bien rémunérés, qui soutiennent l'idée d'affronter le réchauffement global en renforçant les politiques existantes. Ils disent que les solutions « gagnant-gagnant » devront permettre une croissance continue et minimiseront le risque politique. Les nouvelles les plus mauvaises sont mises à l'écart et considérées comme étant trop alarmistes, en faisant croire ainsi aux citoyens qu'un avenir caractérisé par de faibles émissions en carbone serait simplement le résultat d'un changement à étapes graduelles. Selon eux, les solutions technologiques et les instruments du marché peuvent neutraliser la menace. Cela est une nouvelle étape dans ce que Ray Bush appelle



Un graffiti avec un message contre BP à Izkou: « Lève ta tête, tu es Egyptien. Non à BP. »

Les institutions égyptiennes font partie de ce processus. Le Coastal Research Institute (CORI, l'institut de recherche côtière) basé à Alexandrie accorde la priorité aux propositions d'adaptation qui protègent les intérêts de l'industrie du tourisme et des grandes entreprises. Le flux des capitaux est considéré comme étant essentiel jusqu'au point où le personnel du CORI minimise la menace du changement climatique : « Si nous

« l'assaut idéologique contre les gouvernements africains, assurant une soumission à des réformes politiques et une libéralisation économique externes. »

Ceux qui élaborent les politiques d'adaptation aux changements climatiques dans la région ne posent guère la question : « Adaptation, pour qui ? » Les plans d'adaptation ne sont pas des interventions technologiques politiquement ou socialement neutres. Les mesures

destinées à s'adapter à l'élévation du niveau de la mer dans le Delta du Nil pourraient comprendre la redistribution des terres dans l'intérêt de ceux qui en ont le plus besoin ou des expulsions forcées de masse, en ciblant les petits paysans qui seraient remplacés par l'agrobusiness censé être hyper-efficace. Ces mesures pourraient inclure aussi la construction de digues pour protéger les centres touristiques et l'infrastructure pétrolière ou bien des digues pour protéger les populations et la production alimentaire locale; donner la priorité dans l'approvisionnement en eau à ceux qui paieraient le plus ou privilégier une provision plus équitable dans la distribution de l'eau. En fonction de l'idéologie des institutions qui formulent des propositions, l'adaptation peut varier de l'introduction des mécanismes de « marché » qui donnent la priorité aux grandes entreprises aux programmes collectifs de soutien mutuel. L'adaptation peut entraîner une réussite d'une classe sociale ou bien un échec d'une autre. Cette adaptation serait-elle juste ? Rentable ? Démocratique ? Fasciste ?

Des bouleversements majeurs pour la civilisation

Les écrivains appartenant au courant dominant maintiennent que nous ne devrions pas défier les structures sociales et économiques existantes dans notre lutte contre le changement climatique. Ils nous disent d'accepter simplement le présent autoritaire et néolibéral car il n'y a pas d'autres alternatives. En réalité, des ruptures radicales des relations avec le pouvoir actuel ne sont pas seulement nécessaires mais elles sont inévitables. Selon un récent papier publié par Nature Climate Change, empêcher une augmentation de température de deux degrés Celsius n'est plus possible « dans un contexte de contraintes politiques et économiques orthodoxes. » Deux degrés Celsius est considéré par la majorité des gouvernements comme étant le seuil qui, une fois dépassé, provoquerait inévitablement un emballement dangereux du climat. Même à ce niveau, des « bouleversements majeurs pour la civilisation » sont un risque possible. Les auteurs Kevin Anderson et Alice Bows, du Tyndall Centre for Climate Change Research, avancent que le silence sur les dangers de la croissance continue est dû aux « vrilles des sciences économiques infiltrant les sciences du climat. » Les deux chercheurs soutiennent

qu'une rhétorique agréable basée sur des sciences et des politiques naïvement optimistes empêche de discerner la « discontinuité entre l'hégémonie économique et les sciences (physiques et sociales) du changement climatique. » Ils maintiennent que c'est impossible de réduire adéquatement les émissions dans le système économique actuel, et que c'est également difficile d'arriver à une adaptation juste avec les décideurs actuels en place.

Aujourd'hui, le changement climatique dévaste des communautés partout dans le monde, tuant 300.000 personnes chaque année avec 99% des victimes venant des pays du Sud. En Egypte, le réchauffement climatique signifie plus de maladies à cause des pathogènes d'origine hydrique qui sont propagés par des insectes venant des régions tropicales, atteignant ainsi des millions de gens qui n'ont jamais été exposés. Les Egyptiens pourraient être exposés à une famine sévère car les récoltes seront détruites et le bétail décimé. Les grandes villes côtières, comme Alexandrie, envisagent les possibilités d'inondations. Même si les sécheresses et les inondations se produisent à l'étranger, les populations urbaines qui comptent sur les importations des aliments de base comme le blé et le riz sont exposées à la volatilité des prix qui les rendront incapables de se nourrir eux-mêmes. L'augmentation des températures et les contraintes de la chaleur vont faire des milliers de morts, particulièrement les travailleurs ruraux qui ne peuvent pas éviter les travaux lourds et les activités d'extérieur. Une infrastructure faible signifie une plus grande exposition aux sécheresses, tempêtes et inondations avec des possibilités d'évacuation limitées.

Bref, les désastres tuent beaucoup plus de pauvres gens et beaucoup moins de riches. Les classes ouvrières des zones rurales et urbaines manquent de ressources qui aident à sur-vivre, y compris des logements sûrs, une eau potable et la capacité de voyager. Par contre, les classes dirigeantes, non seulement survivent mais elles tirent profits des désastres, des déplacements de populations et de la reconstruction qui s'ensuit pour imposer des systèmes conformes à leurs intérêts. Depuis leurs communautés fermées (gated communities) et leurs bureaux climatisés, ces classes d'élites versent dans le commerce de carbone, accaparent les terres et l'eau en les détournant à leur profit pour accroître le contrôle

privé sur des ressources auparavant publiques : l'air, l'eau et la terre. Il existe, néanmoins, des alternatives qui permettent une adaptation juste au-delà du diktat du profit.

Lutter pour une adaptation juste

La grande majorité des écrits sur le changement climatique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ne comportent aucune référence à l'oppression ou à la résistance populaire. Cela masque les luttes populaires qui existent sur le terrain. La pauvreté et le désenchantement populaire sont sévères depuis longtemps en Egypte et furent le principal moteur de la révolution du 25 janvier. De la place Tahrir à Port Saïd et Assouan, les chants « Le Pain, la Liberté et la Justice Sociale » ont résonné pendant trois ans. Personne ne pensait au climat lors des affrontements avec les forces de sécurité mais le pain, la liberté et la justice sociale constituent un bon point de départ pour une adaptation juste.

S'adapter au changement climatique signifie survivre face à l'adversité. Malgré une oppression terrible, les paysans en Egypte sont déterminés depuis longtemps à sur-vivre. Cela s'est traduit par des résistances clandestines ou déclarées contre les grands propriétaires terriens et des luttes contre des tentatives de l'État d'accaparer leurs terres. La loi de réforme agraire de 1992 promulguée par Moubarak a engendré une opposition d'envergure dans les zones rurales dans les années 1990, puisque les locataires ont essayé de défendre leurs moyens de subsistance. Le Comité des Paysans pour la Résistance à la Loi 96 a organisé plus de deux cents conférences rurales pour défier les autorités en dépit de la répression d'État qui a causé plus d'une centaine de morts. Durant cette période, les paysans du nord du Delta ont refusé de se conformer aux directives croissantes du gouvernement. En limitant la plantation des cultures vivrières locales comme le riz, l'État voulait détourner l'approvisionnement de l'eau au profit des cultures industrielles, destinées à l'exportation. Mais les paysans ont planté tellement de riz que l'État s'est senti obligé d'émettre 250.000 amendes et menaces d'emprisonnement contre ces mêmes paysans.

Heureusement que les batailles n'étaient pas toutes perdues. Les pêcheurs et les paysans de l'île de Qursaya au Caire ont empêché les

militaires égyptiens de confisquer leurs terres. En première instance, l'armée a pris d'assaut l'île par des bulldozers et une centaine de soldats en 2007, dans une tentative d'expulser tout le village. Les résidents locaux ont résisté à cette tentative et aux incursions répétées au cours des années suivantes et ont refusé de quitter leurs maisons. Ils ont érigé des barrages routiers le long de la rue Bahr Al-Azam et se sont heurtés avec la police après que des soldats aient tué un pêcheur de vingt ans, Mohamed Abd Al-Mawgoud, lors d'une incursion brutale en novembre 2012. Les militants de « Pas de Procès Militaires pour les Civils », du « Mouvement de la Jeunesse du 6 Avril » et du « Mosireen » rejoignirent rapidement les luttes de l'île, à la suite de l'emprisonnement de quelques résidents sur des accusations fabriquées de toutes pièces. La population de Qursaya est parvenue jusqu'à présent à retenir ses terres comme l'avaient fait les paysans de l'île voisine de Dahab qui ont résisté, depuis 2001, à des tentatives similaires par l'État de voler leurs terres.

Nous assistons aussi à des résistances, les unes après les autres, contre les projets d'infrastructure qui propulsent l'extraction et la consommation des combustibles fossiles. En 2011 et 2012, une vaste coalition de pêcheurs et de résidents s'est mobilisée contre une usine MOPCO d'engrais à Damietta, se heurtant avec la police, fermant l'usine et imposant des enquêtes officielles. Des villageois ont bloqué la route du désert et ont envahi un site de forage à la suite de la dégradation ou de l'effondrement de 70 maisons dans le village de Farès à côté d'Assouan causés par la fracturation hydraulique utilisée par Dana Gas dans ses opérations de forage pour le pétrole, tout près du village. Des sit-in, des réunions en pleine rue et des manifestations à Idkou en 2011 et 2012 ont poussé la compagnie pétrolière BP à geler la construction d'un terminal gazier pour plus d'une année, avant de concéder leur défaite en décidant de ne plus construire auprès du village. En 2014, la campagne nationale « les Égyptiens Contre le Charbon » a joint ses forces à celles de la communauté de Wadi Al-Qamar en Alexandrie dans leur bataille en cours contre la pollution causée par la cimenterie de Lafarge. En mars, le Comité Populaire local a menacé de tenir un sit-in après une annonce faite par le ministre de l'Industrie, déclarant que les cimenteries seront autorisées à utiliser le charbon.

En Égypte, les populations sont déjà en première ligne dans la lutte contre le changement climatique. Quand on refuse de voir comment ces luttes influencent les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, il peut paraître que le changement ne viendrait que des « experts » ou des échelons supérieurs.

Imaginer et construire un nouvel avenir

Notre incapacité collective à empêcher et à s'adapter aux changements climatiques catastrophiques a de nombreuses causes. Les facteurs clés incluent des relations de pouvoir inégales et une pauvreté d'imagination. Une grande partie des écrits sur ce sujet dans les pays arabes incarne cet échec en restant inféodée à l'économie néolibérale, dominée par une approche géophysique qui ignore les luttes. Avec quelques exceptions, le « réalisme politique » offre une analyse lucrative pour les entreprises multinationales. Anderson et Bows nous exhortent à « laisser les économistes du marché se disputer entre eux sur le juste prix du carbone - laissez-les revivre leur « jour sans fin » s'ils le souhaitent. Le monde bouge et nous avons besoin d'avoir l'audace de réfléchir différemment et de concevoir d'autres avenir. » L'imagination d'un futur, qui dépasse le cadre néolibéral et autoritaire, nécessite la compréhension des intersections entre le climat, la classe et le pouvoir.

Cela exige une économie politique réfléchie du changement climatique dans la région arabe, une économie qui examine les relations entre les industries des combustibles fossiles, les élites régionales et les capitaux internationaux. Esmailian et Malm ont déjà commencé cette tâche en remettant en cause l'encadrement géophysique limité de la majorité des publications académiques sur les impacts climatiques en Égypte. Alors que les plans d'adaptation sont développés et que l'argent est investi dans de grands projets d'ingénierie, il convient de se demander quels sont les intérêts défendus par ces projets et à qui profite tout cela. Comment le contrôle sur la distribution de l'eau et des terres est-il appliqué dans un contexte de réchauffement global?

Le changement climatique entraînera la transformation la plus profonde de l'histoire de l'Égypte, probablement d'ici la prochaine génération. Si la bataille pour définir et formuler une adaptation en Égypte se tenait entre les

forces militaires et néolibérales, le reste de la population aurait alors perdu. Mais la fuite en avant afin d'accentuer encore la dépendance de nos sociétés envers davantage de combustibles fossiles peut être empêchée car il existe une bonne raison de croire qu'une adaptation juste soit possible. En dépit de la remontée en puissance des militaires, de la contre-révolution et des feulou en ce moment, les révolutions arabes ont montré que des ruptures sont possibles.

Les mouvements sociaux égyptiens qui luttent pour la redistribution, la coopération et la justice sont capables d'articuler des stratégies transformatrices pour affronter le changement climatique. Cet autre avenir ne sera pas conçu dans les tours de la Nile City, ou dans les conférences parrainées par la Banque mondiale ou dans les sommets des Nations unies. Des discours locaux autour d'une adaptation juste pourraient plutôt émerger des millions qui vivent dans les bidonvilles et les petits villages, où les questions du pouvoir sont viscérales et impossibles à ignorer. Ces discours viendront des espaces comme les assemblées populaires qui ont rempli les rues d'Idkou, discutant d'un avenir énergétique sans BP.

Les groupes communautaires de base, dans d'autres parties du monde, élaborent aussi des solutions : en 2013, les comités de quartiers de l'Association Mangrove du Salvador, formés pour répondre à l'ouragan, étaient plus effectifs que les plans d'évacuation du gouvernement étasunien. La même année, l'association des retraités de la région de Londres a joint les militants autour du changement climatique pour demander des maisons bien chauffées et pour s'opposer à la nouvelle infrastructure gazière. Les membres du National Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA - syndicat national sud-africain de la métallurgie) créent constamment des réseaux internationaux de travailleurs appelant à une juste transition.

C'est au sein de ces groupes qu'on devrait chercher des voies de survie pour l'Égypte. S'adapter d'une manière démocratique et juste sera très difficile. Il y aura des réactions hostiles et violentes de la part des grandes entreprises et de militaires qui essaieront d'imposer leurs visions d'avenir, basées sur le profit et l'exploitation. Mais cette vision juste et démocratique est la seule alternative possible à la catastrophe.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU MAROC : PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT OU PROTÉGER LES PROFITS ?

PAR JAWAD. M

« Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais il n'y en a pas assez s'il s'agit de satisfaire le désir de possession de certains » Gandhi « Aucun problème ne peut être résolu avec le même niveau de conscience qui l'a créé. » Albert Einstein Des centrales solaires géantes au Sahara : une solution au changement climatique ou un néocolonialisme déguisé ?

La crise écologique globale est la plus importante forme de crise de civilisation que connaît le monde capitaliste contemporain. La majorité des spécialistes et scientifiques s'accordent aujourd'hui sur la relation entre cette crise et les activités humaines ou plus exactement avec le mode de production, de distribution et de consommation capitaliste imposé à l'ensemble des citoyens du monde à travers le contrôle grandissant qu'exercent les multinationales sur tous les domaines de la vie (eau, air, plantes, médias, santé, éducation...). Ces scientifiques s'accordent aussi sur la gravité de la situation écologique de notre planète et la nécessité de maintenir la température du globe qui ne cesse d'augmenter à cause de l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Leur objectif est de limiter cette augmentation de température à 2°C, au-delà desquels nous atteindrons un point de non retour dont les conséquences sont difficiles à prévoir aujourd'hui, notamment avec la fonte des glaces dans l'Arctique et la libération de l'hydrate de méthane emprisonné pendant des millions d'années principalement dans les fonds marins de l'Arctique et dans le permafrost (pergélisol) de Sibérie.

Comme c'est la doctrine libérale qui domine le monde d'aujourd'hui, les tenants de l'économie ont créé pour le climat un marché ou plus exactement des marchés : marché des crédits de carbone déjà adopté par le protocole de Kyoto ainsi que le Mécanisme de développement propre (MDP), marché de déforestation qui est présenté comme une grande nouveauté. Résultat, et avant même sa ratification, des multinationales ont déjà accaparé

des milliers d'hectares de forêts en chassant des populations locales de leurs terres.

L'industrie minière au Maroc représente 10% du PIB et elle porte principalement sur l'extraction du phosphate.

Au Maroc, et à l'image de ses alliés occidentaux, certains décideurs et grands patrons cherchent à profiter de cette nouvelle aubaine que représentent les projets de développement propres. Ils sont en recherche de nouvelles possibilités d'enrichissement et d'accumulation de profits, cette fois sous prétexte de la protection de l'environnement et du développement durable.

Développement durable ? De quoi parle-t-on ? Quoi de neuf avec la nouvelle Charte nationale pour l'environnement et le développement durable CNEDD (2010) ? Quelle est la nature des nouveaux projets « verts » en cours au Maroc ? Qui va payer et qui en profite ? Y a-t-il des alternatives ?

Développement durable : de quoi parle-t-on ?

« Développement durable » est l'une des expressions en vogue aujourd'hui et qu'on

retrouve partout, dans tous les discours des gouvernements de droite comme ceux de gauche, des patrons d'entreprises, de défenseurs de l'environnement, etc. Tout le monde l'utilise, sans en maîtriser le vrai sens ou plutôt les vrais sens qui restent aujourd'hui insaisissables voire contradictoires. « Sustainable development », expression très mal traduite en français par « développement durable », est aujourd'hui un concept dévoyé.

Ceci dit, une des définitions qui présente un certain consensus est celle donnée par le Conseil mondial de l'environnement et le développement CMDE en 1987 (Rapport Brundtland : présidé par la ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland) :

« Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Mais depuis son apparition, ce concept a été réadapté aux exigences du « dieu » marché et des multinationales qui ont inventé et imposé leur propre définition dont celle de M. Fabiani, PDG British Petroleum (BP) France :

« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. »

Ce concept apparaît aujourd'hui davantage comme un compromis entre deux logiques pourtant contradictoires : une logique court-termiste, la logique du marché soutenue et prônée par une minorité parasitaire qui cherche à maximaliser ses profits en ayant la mainmise sur toutes les richesses et en les transformant toutes en marchandises (eau, air, rayon du soleil, santé, enseignement ; en 2009, 20% les plus riches du monde s'accaparent de 86% des richesses !) et une logique à long terme qui réclame notre responsabilité à préserver les écosystèmes, à préserver notre planète et ses richesses pour les générations futures. Cette logique est prônée



par plusieurs organisations et militants pour la protection de l'environnement.

Si les défenseurs d'un tel compromis avec les multinationales et leurs patrons avancent le prétexte de les éduquer, de les influencer d'une façon progressive à adopter et s'approprier ce mode de développement responsable, le constat aujourd'hui est que ce sont eux qui se sont adaptés aux contraintes du marché et se sont même approprié la logique des financiers, se trouvant aujourd'hui perdus dans des considérations spéculatives de cours de tonnes de CO₂.

Situation environnementale au Maroc et effets du changement climatique

Le Maroc est situé dans la région MENA, une région qui, malgré le fait qu'elle soit la moins polluante au monde avec 4,5% des émissions de gaz à effet de serre, sera parmi les régions les plus touchées par l'impact de ces changements notamment en termes de ressources en eau déjà très limitées.

Pour le Maroc, une étude récente sur les effets du changement climatique en adoptant le modèle MAGIC / SCENGEN prévoit :

- L'augmentation du niveau des mers compris entre 2,6 et 15,6 cm en 2020.
- L'augmentation de la température comprise entre 0.7 et 1 degré en 2020 et entre 3 et 5 degrés en 2080.
- La baisse significative des précipitations, particulièrement dans les zones du Nord : 7 % en 2020, 20 % en 2040 et 40 % en 2080.
- Une augmentation des phénomènes extrêmes (sécheresse, inondations, etc.).
- Une chute des rendements agricoles pouvant atteindre 50% dans les années de sécheresse.
- Une régression des activités agricoles dans les zones côtières en raison de la forte salinité de l'eau.
- 930 000 tonnes de déchets industriels sont émis par an, dont 42% sont concentrés dans la région du Grand Casablanca.

La dégradation des ressources naturelles et la biodiversité

- 1670 espèces de plantes et 610 espèces animales, dont 85 espèces de poissons et 98 espèces d'oiseaux, sont menacées d'extinction (voir le rapport du Secrétariat d'État chargé de l'eau et l'environnement).
- Dégradation importante due à une absence quasi-totale de contrôle des zones d'exploitation minière et des carrières (sables, gravas...) avec des techniques d'extraction nocives pour l'environnement.

Projets de développement durable au Maroc : qui en profite ?

Au Maroc, comme c'est le cas au niveau international, la protection de l'environnement

est confiée à des sociétés qui portent une grande responsabilité dans la détérioration de la situation environnementale, tel que le groupe ONA. Ce groupe qui, à travers son bras minier « MANAGEM », a été à l'origine de la dégradation des écosystèmes dans la plupart de ses zones d'exploitations minières. L'exemple de la mine de « LBlida »

En ce qui concerne la situation environnementale au Maroc, même les rapports officiels font état d'une dégradation manifeste dont le coût annuel est estimé par le gouvernement à 4% du PIB/an.

Pollution des eaux de surface et des eaux souterraines et marines :

- 90% des eaux usées sont déversés sans traitement dont 52% sont jetés dans la mer (370 m³ des eaux usées urbaines et 940m³ des eaux usées industrielles).
- 2% des déchets ménagers seulement sont recyclés ou jetés dans des décharges contrôlées.



dans la région de Jerrada à l'est du Maroc est éloquent. Cette région continue à souffrir des conséquences des déchets toxiques laissés par Managem après son départ en 1998.

Le groupe ONA, à travers son bras « vert » cette fois, «Nareva», se présente comme un « leader national » du secteur de l'eau et de l'environnement au Maroc. Dans son dernier rapport de conseil d'administration, le groupe ONA décrit ce secteur, aux côtés du secteur de la télécommunication, comme des « relais de croissance ».

Après avoir bénéficié d'un contrat unique dans la région - et peut-être au monde - de gestion déléguée des services d'irrigation dans la région de « SEBTEL Guerdane » au sud du Maroc pour une durée de 30 ans, NAREVA s'est dernièrement octroyé la part du lion des projets de production d'énergie éolienne avec trois grands projets d'un coût total de 3 milliards de dirhams (260 millions d'euros) :

1. A Akhfennir, à 100 km à l'est de Tarfaya au sud du Maroc, avec une capacité de production de 200 MW équivalent à la consommation d'une ville d'un million d'habitants.
2. La station « Fom laouad » à proximité de la ville de Laayoun avec une capacité de production de 100 MW.
3. La station « Alhaouma », dans la zone de Tanger.

Notons au passage que le président directeur de NAREVA « Mr Nakouch » est un ancien directeur de l'office national d'électricité, principal client de Nareva, un « revolving door¹ » à la marocaine cette fois !

Fin mars 2010, NAREVA a rejoint le grand projet «DESERTEC», aux côtés de grandes multinationales telles que Siemens, ABB, la Deutsche Bank, ABENGOA... Ce grand projet vise à couvrir 15% des besoins en énergie de l'Europe grâce à un réseau de centrales solaires dans un certain nombre de sites qui s'étendent du Maroc à l'Ouest à l'Arabie saoudite à l'Est.

Le coût total est estimé à 400 milliards d'euros dont 350 pour la réalisation des stations et 50 milliards d'euros pour les lignes de transmission nécessaires pour rejoindre l'Europe.

Cette interconnexion ainsi que l'initiative « Transgreen²» et le plan solaire méditerranéen laissent présager un nouveau transfert de ressources énergétiques du Sud vers le Nord et donc le risque d'accaparement par ces grandes multinationales de ces nouvelles formes d'énergie qui vont encore une fois être assujetties à leur logique, la seule, celle de la maximisation de leurs profits.

Plan Maroc solaire

Un autre méga-projet a été présenté fin 2009 au Maroc devant le roi et en présence de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, à Ouarzazate au sud du Maroc. Il s'agit d'un projet de production électrique d'origine solaire. Un projet pharaonique d'un coût total estimé à 9 milliards de dollars et d'une capacité de production d'ici l'année 2020 de 2000 MW, ce qui représente 1/10e du Plan Solaire pour la Méditerranée.

Le projet se décompose en 5 sites, qui seront réalisés d'ici à 2020 à Ouarzazate (500 mégawatts), Laâyoune, Boujdour (Sahara), Tarfaya (au sud d'Agadir) et Ain Beni Mathar (à l'est de Fès, centre). L'ensemble s'étendra sur

1- Le terme « revolving door » désigne dans le milieu des affaires le fait qu'un haut-fonctionnaire d'État aille travailler dans une entreprise privée, faisant ainsi bénéficier cette entreprise de ses liens et connaissances.
2- TRANSGREEN est une initiative industrielle d'envergure qui a pour objectif la création d'un grand réseau de transport d'électricité entre les deux rives de la Méditerranée.

une superficie totale de 10.000 hectares. Un organisme spécial a été créé pour la gestion de ce projet, la MASEN (Moroccan Agency for Solar Energy) dont le patron n'est autre que Mustapha Bakouri, ancien patron de la caisse de dépôt et de gestion marocaine CDG. Si le texte final de la charte tarde à venir, la loi 57/09 portant sur la création de cette agence a été adoptée par les deux chambres en un temps record, une autre loi a aussi été votée, autorisant l'exportation d'énergie.

La cadre réglementaire étant mis en place, le modèle de financement est en cours de finalisation aujourd'hui. Les déclarations des différents responsables du projet laissent entendre qu'il sera aussi structuré selon le schéma dit « Build Own Operate and Transfer ». En clair, l'opérateur privé se charge de la construction de l'infrastructure nécessaire, la production de l'énergie et sa revente à l'ONE (office national de l'électricité).

Des panneaux d'une centrale solaire concentrée à Ouarzazate, Maroc. La première phase du projet sera réalisée courant 2015.

Avec un engagement d'achat de l'ONE sur une période de 20 à 30 ans, ce modèle de

production concessionnelle, appelé encore partenariat public-privé, a déjà coûté très cher aux Marocains dans le secteur de la production d'électricité comme dans d'autres secteurs. La production d'électricité au Maroc est assurée à plus de 50% par des sociétés privées à travers des contrats trop généreux signés dans les années 1990 qui sont à l'origine du déséquilibre financier que connaît, aujourd'hui, l'ONE.

La production de l'énergie électrique à partir de sources renouvelables sera ainsi sous le contrôle des multinationales, ce qui pose des questions par rapport à notre souveraineté nationale vis-à-vis de ce secteur stratégique pour l'ensemble de l'économie. Une autre question se pose quant à la légitimité de ces décisions politiques et stratégiques qui auront un grand impact sur l'avenir de notre pays et qui sont prises par une poignée de technocrates loin de tout processus démocratique et sans aucune consultation des populations qui auront encore une fois à payer les conséquences économiques, sociales et écologiques de tels choix.

Mécanismes de financement des projets « verts »

D'autres mécanismes financiers ont été créés pour accompagner ces différents projets dits de développement durable, des fonds alimentés par l'argent des contribuables et

qui ne manquent pas d'attirer les convoitises des sociétés « vertes » de tous bords :

- Fonds de développement énergétique (FDE) doté de \$1 milliard et créé en 2008.
- Fonds de contrôle de la pollution industrielle.

- Fonds national pour la protection et la restauration de l'environnement.

- Fond Capital Carbone Maroc dont la mission principale est d'acheter des crédits carbone générés par des projets de développement propre (MDP) au Maroc par des investisseurs locaux en attendant de les revendre dans le marché mondial du carbone. Le capital de ce fond est de 300 millions provenant à 50% de la CDG, 25% de la caisse des dépôts française et 25% de la Banque européenne d'investissement.

Y a-t-il des alternatives ?

Pour les alternatives, il faut d'abord que les militants ainsi que les spécialistes et scien-

tifiques honnêtes se débarrassent de l'illusion d'une protection de l'environnement à travers les mécanismes du marché. Force est de constater qu'aujourd'hui, une partie des défenseurs de l'environnement y compris des ONG s'intègrent dans cette logique en adoptant le principe du moindre mal et du fameux « There is no alternative » de Thatcher. Heureusement, d'autres organisations dont le réseau « Climate Justice Now » (Justice Climatique Maintenant) militent pour démasquer le vrai visage du capitalisme vert et l'hypocrisie des décideurs et grands patrons qui cherchent avant tout et comme toujours la maximalisation de leur profits. Ces organisations militent aussi pour de vraies alternatives dans la perspective d'une rupture totale avec le mode de production, distribution et consommation capitaliste, telles que :

- L'imposition de taxes aux grands pollueurs à la hauteur des dommages causés par leurs activités industrielles.
- La réappropriation par les populations locales de leurs ressources naturelles et leur participation effective dans la gestion de ces ressources.
- L'annulation de la dette financière des pays pauvres, une dette qui reste dérisoire face à la dette historique et écologique dont les pays du Nord leur sont redevables.
- La relocalisation en rapprochant les lieux de production et les lieux de consommation, ce qui est en totale contradiction avec la théorie des avantages comparatifs.
- Sur le plan national, nous devons exiger un débat ouvert et transparent sur l'avenir énergétique de notre pays. Nous devons aussi exiger notre souveraineté sur ce secteur stratégique, une souveraineté qui passe nécessairement par la maîtrise effective de toutes les phases de production, gestion et distribution de ces énergies. Cela nécessite une gestion publique sous contrôle populaire, une gestion à caractère écosocial qui favorise les solutions techniques les plus écologiques et qui permette en même temps l'accès de la majorité des Marocains à ces ressources.

L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE ET LE MÉCONTENTEMENT GRANDISSANT EN ALGÉRIE

UN ENTRETIEN AVEC MEHDI BSIKRI

En janvier 2015, des dizaines de milliers de personnes à travers l'Algérie ont participé à des manifestations et à des marches pour s'opposer à la fracture hydraulique (fracking) après l'annonce par le gouvernement, le 27 décembre 2014, que le forage du premier puits du gaz de schiste a été effectué près d'In Salah. Les protestations se sont étendues d'In Salah à Tamanrasset, en passant par Ouargla, Ghardaïa, Illizi, Adrar, Timimoune, Bordj Baji Mokhtar, Ain Beida, Oum El-Bouaghi et Alger.

L'ampleur de cette opposition du public, qui a duré plusieurs semaines, a pris de court le gouvernement et pose une menace pour les plans futurs du « fracking » par les multinationales, y compris Total et Shell. Un sit-in à Alger a été dispersé par les forces de sécurité et une dizaine de protestataires ont été arrêtés. Le mécontentement vis-à-vis de la fracturation hydraulique est en ébullition depuis quelque temps, mais ces manifestations sont les premières à atteindre cette ampleur. Cela reflète un profond malaise quant à l'exclusion persistante du peuple algérien de la prise de décisions politiques et publiques. La marginalisation socio-économique, dont souffrent de longue date les habitants du Sahara, est vécue fatalement, par ceux-ci, depuis des lustres, bien que cette région, si riche en pétrole et gaz, fournisse la majeure partie des ressources et des revenus du pays.

Le choc initial d'indignation a ciblé le gouvernement et les compagnies pétrolières actives au Bassin d'Ahnet : Total, Sonatrach et Partex. Il y a eu une grande frustration des citoyens par rapport au fait que Total a été interdit de recherche de gaz de schiste en France, au moment où elle est encouragée par le gouvernement français à forer en Algérie. BP et Statoil peuvent également être affectées, du fait que la ville-oasis, In Salah, abrite leur joint-venture avec Sonatrach, en l'occurrence l'un des plus grands projets gaziers en Algérie.

Le grand mouvement de manifestations revendique l'arrêt de toutes les opérations de recherches de gaz de schiste et un débat national sur cette question. Ce dernier est une demande qui a été déjà avancée avant les amendements apportés à la loi sur les hydrocarbures en janvier 2013, ouvrant la voie à l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels sur le territoire algérien.

Selon l'Energy Information Administration des États-Unis (EIA), l'Algérie occupe le troisième rang mondial en termes de réserves récupérables de gaz de schiste, après la Chine et l'Argentine. Des entreprises multinationales comme ENI, Shell, Total, GDF Suez et Exxon Mobil ont déjà eu des entretiens avec Sonatrach, l'entreprise pétrolière nationale, à propos de l'extraction du gaz de schiste, en dépit de l'impact écologique néfaste que pourraient avoir ces opérations au Sahara.

Des associations en Algérie, comme le Collectif national pour les libertés citoyennes, Barakat, le Collectif national pour un moratoire sur le gaz de schiste et le Collectif euro maghrébin anti-

gaz de schiste, ont contesté ces plans de fracturations. Ces groupes ont fait des recherches autour des problèmes associés à l'extraction et la production du gaz de schiste, et se sont opposés aux plans des multinationales à travers les médias et dans le cadre d'événements internationaux comme les éditions 2013 et 2015 du Forum social mondial à Tunis. Mehdi Bsikri, un journaliste et un militant anti-gaz de schiste a aimablement accepté de répondre à nos questions. L'entretien a été réalisé en octobre 2013.

Hamza : Pourquoi des pays comme l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie veulent-ils prendre la voie de l'exploitation du gaz ou du pétrole de schiste ?

Mehdi : En ce qui concerne l'Algérie, les responsables étatiques, notamment le Premier ministre et le ministre de l'Energie et des Mines, avancent des arguments qui n'ont pas été débattus dans la sphère publique. Ils disent que l'Algérie possède la troisième réserve de gaz de schiste dans le monde. Ils se réfèrent à un rapport de l'agence américaine de l'énergie. Ils appuient également leurs argumentations sur une probabilité de raréfaction des hydrocarbures en Algérie, et seul le gaz de schiste pourrait remplacer les énergies conventionnelles. Cependant, des observateurs indiquent, à leur tour, que le gouvernement algérien, otage d'une vision restreinte d'un régime en manque de légitimité, ne veut en réalité qu'une nouvelle rente pour se pérenniser.

Hamza : Au moment où cette exploitation est interdite en France, y a-t-il des pressions de la part des capitales occidentales et multinationales sur les pays du Maghreb pour sécuriser un accès durable à l'énergie ?

Mehdi : La société civile a contraint des gouvernements occidentaux à interdire la fracturation hydraulique, unique procédé pour extraire le gaz de schiste. Mais ces gouvernements ne se privent pas de se diriger vers des pays du Sud, comme l'Algérie, pour l'exploiter. Des journées de marketing sont organisées pour faire la promotion du gaz de schiste, comme ce fut le cas au Hilton en novembre 2012 et en septembre 2013. Les multinationales incitent les pays du Sud à exploiter le gaz de schiste, tout en occultant les retombées négatives sur les économies et l'environnement. Car de toute manière, s'il y a catastrophe, elles partiront sans payer de dommages ou d'indemnités, puisque les sociétés nationales comme Sonatrach se chargeront du transport et des finances.

Hamza : L'agence américaine de l'énergie estime que l'Algérie a des réserves très importantes. Est-ce vrai ? Est-ce que l'exploitation a bien commencé ?

Mehdi : Le dernier rapport de l'agence américaine de l'Energie date de 2004, selon le professeur Chems-Edinne Chitour, directeur du laboratoire des Energies fossiles à l'école polytechnique. En plus, nous ne connaissons pas dans quelle zone et dans quel bassin ont été effectués les travaux d'estimations.

L'exploitation n'a pas encore commencé. Aujourd'hui, Total et

Schlumberger opèrent des travaux d'exploration dans la région d'In Salah, bassin de l'Ahnet 1 et de l'Ahnet 2.

Hamza : Quels sont les risques que courent nos pays sur le plan environnemental et économique ?

Mehdi : L'Algérie possède environ 60 000 milliards de mètres cubes d'eau douce et à faible salinité. Le recours à plus de 500 produits chimiques dans le procédé de fracturation hydraulique menace sérieusement les nappes phréatiques et les nappes albiennes, puisque les puits qui seront forcés traversent les couches d'eau et, de plus, les bassins hydriques algériens sont interconnectés. Donc, si vous polluez à In Salah, les produits chimiques qui pénétreront dans l'eau se disperseront même jusqu'à Ouargla ou Biskra. De ce fait, un autre risque plane : les régions agricoles dans le Sud seront anéanties, comme les palmeraies. Cette situation entraînerait un autre risque, celui de l'exode rural et la paupérisation des populations qui iront vers d'autres lieux.

Le risque sur l'économie nationale est immense. L'exploitation de gaz de schiste ne garantit aucune rentabilité. Actuellement, le marché mondial du gaz est dominé par les contrats spot, marché libre, alors que l'Algérie a toujours misé sur les contrats à long terme. De ce fait, investir des milliards de dollars, produire des quantités ne dépassant pas les 40% des réserves, et vendre à des prix qui varient entre 3 et 5 dollars le BTU, entraînerait le pays vers la faillite.

Hamza : Pourquoi ne pas se diriger plutôt vers les énergies renouvelables surtout qu'il y a un grand potentiel ?

Mehdi : Le régime algérien n'a pas de vision à long terme et pas de vision à court terme. Il dirige le pays d'une manière archaïque et obsolète. Il n'y a pas de plan de développement d'énergies renouvelables, ni de perspectives ni de prospectives. Les rares déclarations sur les énergies propres ne sont que du populisme. L'essentiel pour le système est de se pérenniser quel qu'en soit le prix.

Hamza : Que font les sociétés civiles de ces pays pour défier et contester ces plans ?

Est-ce le fait accompli ?

Mehdi : Non, il y a pas de fait accompli. Notre obligation n'est pas le résultat. Notre obligation est de ne pas nous taire. La société civile algérienne focalise son combat sur les libertés. Ce qui est très noble. Mais comme le sujet d'exploitation de gaz de schiste est technique, il y a une sorte de désintéressement, ou plutôt il n'y a pas encore une réelle prise de conscience. L'absence de débat public maintient également le flou. Le CNLC a tout fait pour mettre le débat dans la sphère publique. Nous avons réalisé quelques points positifs, grâce à l'activation de notre réseau média. Ceci pour la petite expérience.